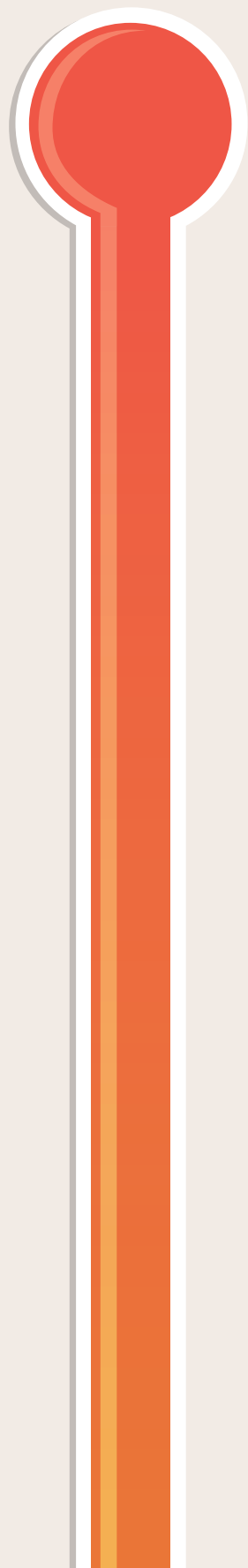


# Dérèglement climatique

## Les engagements de la France en quelques dates



# 2001



Une loi confère à la lutte contre le changement climatique le caractère de « priorité nationale ».

# 2004



Un 1er "plan climat" répertorie des actions à entreprendre pour atteindre les objectifs de stabilisation des émissions de gaz à effet de serre fixés par le protocole de Kyoto (1997).

# 2005



La France s'engage à diviser par 4 ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050.

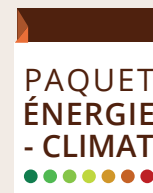
La loi Pope (programme fixant les orientations de la politique énergétique) fixe des objectifs chiffrés pour répondre à cet engagement.

# 2008



Suite à la directive 2006/32/CE du Parlement européen et du Conseil sur l'efficacité énergétique, la France remet un 1er plan d'action qui détaille les principales politiques et mesures mises en œuvre.

# 2008



Adoption du "paquet énergie-climat" sous la présidence française de l'Union européenne qui fixe un objectif européen commun d'ici 2020 :

- diminution de 20 % des gaz à effet de serre par rapport à 1990
- augmentation de 20 % de la part d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique
- amélioration de 20 % de l'efficacité énergétique de l'Union européenne

# 2009



La loi du 3 août 2009 fixe des objectifs précis :

- dans le secteur des transports : retour des émissions de gaz à effet de serre à leur niveau de 1990
- dans le secteur du bâtiment : réduction de 38 % de la consommation d'énergie à l'horizon 2020

# 2010



La loi du 12 juillet 2010 traduit un engagement national pour l'environnement :

- en renforçant les chantiers d'amélioration de l'efficacité énergétique
- en déclinant la planification aux niveaux local et régional

# 2011



La France remet un 2e plan d'action sur la mise en œuvre de la directive européenne en matière d'efficacité énergétique. Un 3e plan est en préparation pour 2014.

# 2012



La 1<sup>ère</sup> conférence environnementale s'est prononcée en faveur des objectifs européens de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40 % en 2030 et 60 % en 2040.

# 2013



L'enjeu du débat sur la transition énergétique est la mise en place d'un nouveau modèle de croissance : verte, durable et solidaire. La synthèse de ce débat sera la base du projet de loi qui devrait être discuté au Parlement en 2014.

# 2013



La 19<sup>e</sup> conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP19) à Varsovie doit conduire à l'adoption d'un nouvel accord international de lutte contre le changement climatique en 2015.

# 2014



En septembre, les Etats se réuniront lors d'un sommet des Nations unies sur le changement climatique à l'invitation du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon. La France sera représentée par le président de la République.

# 2014



En décembre, la 20<sup>e</sup> conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 20) se déroulera à Lima.

# 2015



La France sera le pays hôte de la 21<sup>e</sup> conférence des parties sur les changements climatiques (Paris Climat 2015). La France souhaite un accord contraignant et applicable à tous, suffisamment ambitieux pour permettre de limiter le réchauffement climatique à 2°C.

## Dérèglement climatique la France s'engage